

COMPTE RENDU ATELIER DE LANCEMENT DE LA "CAMPAGNE REFORMONS LE FONCIER"

L'atelier de lancement de la campagne "Réformons le foncier" s'est tenu le 20 février 2014 au CICES. Il a regroupé plus de 70 participants venant d'horizons divers notamment : (i) les institutions étatiques, (ii) les institutions de recherche, (iii) les organisations de la société civile, (iv) les organisations de producteurs, (v) les élus locaux, (vi) les partenaires techniques et financiers, etc.

Ouverture de l'atelier

La modération de l'atelier a été assurée par Mme Mariam Coulibaly de WILDAF. La cérémonie d'ouverture a permis de donner la parole à plusieurs acteurs dont le Représentant du Ministre de l'agriculture et de l'équipement rural, M. Waly DIOUF, le Représentant Résident de Oxfam International, M. Bastian, la Représentante de la Directrice Résidente de Actionaid International Madame Aissata DIA, Madame Fatou Kiné Camara, Présidente de l'Association des femmes Juristes et Championne de la campagne Réformons le foncier, Baba Ngom, SG du CNCR.

Le Représentant Résident de Oxfam a magnifié cette initiative d'entamer une campagne sur le foncier au Sénégal à l'image de ce qui se fait au niveau international avec la campagne "Cultivons". Il soutient que l'ONG Oxfam travaille avec la société civile pour une meilleure prise en compte des intérêts des petits producteurs. A l'heure actuelle, les pays du Nord mettent l'accent sur les investissements dans l'agriculture, mais il importe de réfléchir sur la manière dont ces investissements peuvent être bénéfiques pour les petits producteurs ou encore les soutenir, réfléchir d'une manière globale sur les effets négatifs et positifs de l'agrobusiness.

La Représentante de la Directrice résidente d'Actionaid, a mis l'accent dans son discours sur la nécessité d'atteindre les objectifs assignés à ce projet, car le foncier est un sujet qui mérite une attention particulière. De son avis, on doit travailler à instaurer la paix et la sécurité alimentaire par une réforme qui garantit les droits des producteurs et productrices.

Le Secrétaire général du CNCR invite à une meilleure participation au processus de réforme foncière pour arriver à une réforme consensuelle et acceptée de tous. Il a rappelé les différentes activités allant dans ce sens que le CNCR a eu à dérouler ou encore des activités prévues dans le cadre de cette année internationale de l'agriculture familiale.

La championne de la campagne, Madame Fatou Kiné Camara, est revenue sur le rôle de l'association des juristes sénégalaises dans le combat pour rendre effective la constitution sénégalaise qui garantit un accès équitable à la terre aux femmes et aux hommes. Elle magnifie le titre de Championne de la campagne qui lui a été donné par les membres du consortium et s'engage à faire tout son possible pour une réussite de cette campagne et une réforme partagée.

A son tour, le Représentant du Ministère de l'agriculture et de l'Équipement rural soutient que le Ministre suit avec beaucoup d'intérêts ces initiatives de la société civile. Par conséquent il fait remarquer que le Ministre attend avec beaucoup d'intérêts les résultats qui seront issus de ce projet et de la campagne d'une manière plus large. Il a évoqué les défis majeurs liés à la législation foncière au Sénégal, dus à l'absence de définition de certains termes clefs comme la mise en valeur et donc la nécessité d'aller vers une réforme foncière.

Témoignages de producteurs

Suite à la cérémonie d'ouverture, la parole a été donnée à des producteurs venant de certaines zones agro-écologiques du pays pour témoigner sur leur vécu quotidien par rapport à l'agriculture. Sidy BA, du Bassin arachidier, laisse entendre que les producteurs ont besoin d'être maîtres de leurs terres, même en cas d'arrivée d'investisseurs nationaux ou étrangers. D'ailleurs ce rôle d'investissements dans l'agriculture est dévolu à l'Etat, cela fait partie de ses missions régaliennes. Donc c'est à l'Etat que revient la mission de faire les investissements nécessaires dans l'agriculture (engrais, semences) pour permettre aux producteurs de rendre leurs activités plus grandes. Il poursuit en notant que les producteurs veulent être mieux impliqués dans la réforme, car les OSC et organisations de producteurs ont leur mot à dire par rapport à cette réforme qui les engage directement. Il termine en laissant entendre que cette campagne leur permettra d'atteindre pleinement cet objectif d'une participation effective au processus de réforme.

A la suite de Sidy BA, représentant les producteurs d'arachides, Fatou POUYE et Thérèse MBAYE, membres de l'Association des femmes rurales ont, quant à elles, fait leurs témoignages en mettant l'accent sur la nécessité d'un meilleur accès des femmes à la terre. Pour la première, les matériels agricoles sont donnés aux hommes au détriment des femmes, alors que ces dernières jouent un rôle extrêmement important dans les travaux champêtres. En tant que productrice de cultures bio, elle a fait un plaidoyer en faveur de cette forme de culture et invite à la lutte contre les pesticides. Pour ce faire, elle estime que les femmes rurales auront besoin d'un accompagnement plus conséquent. Pour le deuxième témoin, elle met l'accent sur la nécessité de lutter contre les accaparements de terres, surtout cette forme d'accaparement qui gagne du terrain et qui est l'œuvre des hommes politiques. Etant conseillère rurale, elle affirme que les demandes qui arrivent au niveau de sa communauté rurale concernent surtout cette catégorie d'acteurs. Pour préparer ce phénomène, il faut sensibiliser davantage les femmes, surtout faire en sorte de lutter contre le recrutement des producteurs locaux comme des ouvriers agricoles par les entreprises étrangères. Elle termine par soutenir que la terre est un bien à transmettre aux générations futures, par conséquent, il importe d'éviter toute forme de bradage des terres.

Présentation sur les enjeux de la gouvernance foncière au Sénégal

Pour entrer à fond dans les travaux et mieux camper le débat, il a été demandé à IPAR de préparer une présentation sur les enjeux de la gouvernance foncière au Sénégal. Ce travail effectué par Cheikh Oumar BA, est revenu sur différents éléments portant sur la Loi sur le Domaine National, l'équité de genre dans le cadre de cette loi, la précarisation des droits fonciers des exploitants familiaux, les différentes tentatives de réforme engagées par l'Etat du Sénégal depuis 1996, les défaillances du système foncier sénégalais, les nouveaux enjeux liés au foncier, les initiatives des gouvernements favorisant les ATGE, la pertinence et l'urgence d'une réforme foncière, etc.

Egalement, dans sa présentation, Cheikh Oumar est revenu sur les finalités de la réforme : pour qui et pourquoi la réforme avant de penser à la question : Comment se fera la réforme ? Pour lui, ces questionnements demeurent primordiaux si toutefois on veut avoir une réforme juste et équitable. Il faut aussi avant d'entamer la réforme, comprendre les enjeux et défis du foncier rural et urbain. Dans le cadre de la réforme, il faut penser à inclure les différents acteurs porteurs d'enjeux que ce soit les OSC, les élus, les acteurs privés, les médias, les PTF, etc. et de là promouvoir un dialogue inclusif entre les décideurs politiques (notamment la CNRF, les parlementaires) et ces différentes catégories d'acteurs pour une réforme foncière négociée et portée par tous. Avant tout cela, Cheikh Oumar BA estime qu'il faut d'abord avoir une politique foncière claire et adaptée, de son avis, on ne peut pas parler de réforme foncière sans avoir au préalable défini une vision claire en matière de politique foncière.

Il estime que dans le cadre des investissements privés dans l'agriculture, il faut faire en sorte que la terre reste entre les mains des producteurs, privilégier des modèles qui, par exemple, placeront les investisseurs en aval de la chaîne.

Session de débats suite à cette première présentation

Cette première présentation a agité un riche débat sur les enjeux actuels du foncier, surtout en milieu rural sénégalais.

Les points saillants des discussions peuvent être résumés comme suit :

-nécessité d'évoquer certains outils qui vont dans le sens de compléter les insuffisances de la LDN, à l'exemple de la CDI

-nécessité de citer certains décrets qui ont tenté de prendre en compte le pastoralisme comme mode de mise en valeur de la terre

-A l'image du processus de formulation de la NASAN, adopter une approche participative dans le cadre de la réforme foncière, cette alliance veut mettre en place un partenariat gagnant-gagnant, et tentent de placer les investisseurs dans la transformation des produits. En plus, les investisseurs sont bien choisis et font donc l'objet d'une sélection rigoureuse

-Toutefois, ce point de vue porté sur la NASAN n'est pas partagé par certaines organisations de producteurs qui estiment que la participation des OSC dans le processus de formulation était plutôt limitée et certaines propositions des OSC n'étaient pas prises en compte. De plus les investisseurs choisis n'inspirent pas confiance aux organisations de producteurs, dans la mesure où dans certains pays où la NASAN a été lancé en premier lieu, il figurait dans la sélection des investisseurs, certaines sociétés qui s'activent dans les OGM (exemple de MOSANTO)

-Revoir le Slogan de la campagne pour mieux prendre en compte d'autres aspects

Dans les témoignages de producteurs, il n'y a pas de pasteurs, ce qui relègue toujours l'élevage au second plan dans certaines activités de la société civile, ce qui demeure une erreur à corriger

-prendre en compte dans le cadre de cette campagne certaines initiatives qui sont déjà des expériences de réforme (exemples de l'Acte 3 avec la communalisation intégrale, projet de code pastoral). A regarder de prêt, toutes ces initiatives entrent dans le cadre de la réforme foncière, même si c'est d'une manière officieuse, donc il faut être très vigilant au risque d'être dépassés

-il faut que les institutions de recherche interrogent tous ces nouveaux enjeux et donner des éléments aux acteurs porteurs de plaidoyer

-la campagne "réformons le foncier" doit travailler à construire une vision autour d'une politique foncière en relation avec tous les acteurs, pour aller dans le sens d'une réforme foncière inclusive, et éviter que les résultats de la campagne soient encore un document de plus

-le foncier doit être un foncier pour les exploitations familiales, éviter d'individualiser le combat en abordant la question de l'accès des femmes au foncier qui n'a jamais posé problème

-pour d'autres l'accès des femmes au foncier a toujours posé problème et s'aggrave dans un contexte d'accaparement de terres par des acteurs non originaires des terroirs

Présentation de la Campagne Réformons le foncier

Cette présentation a été faite par Zakaria SAMBAKHE de Actionaid. Il est revenu sur (i) le contexte de la mise en œuvre de cette campagne, où il a évoqué les différentes crises notées dans le monde depuis 2008 et qui ont une forte

influence sur le foncier des pays comme le Sénégal, bien dotés en terre et en eau, et caractérisés par une faiblesse du cadre législatif et institutionnel du foncier, (ii) le pourquoi de la campagne, où il a insisté sur la prise en compte des droits fonciers des populations locales, (iii) les objectifs de la campagne, (iv) la typologie des activités prévues : recherche, mobilisation, plaidoyer, renforcement de capacités, (v) les bénéficiaires du projet, (vi) les forces et faiblesses du consortium, (vii) les différentes cibles du projet, (viii) les défis à relever dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet, notamment le fundraising ou la recherche de fonds supplémentaires pour mieux soutenir les activités prévues dans la campagne.

Discussions suite à la deuxième présentation

Les éléments saillants des discussions :

-projet qui vient à son heure

-prendre en compte le foncier pastoral et la pêche.

Mais, pour cette interpellation, le présentateur fait savoir que le projet a non seulement une durée de vie limitée mais aussi des ressources financières limitées, toutefois, les membres du consortium tenteront d'harmoniser leurs différentes interventions sur le foncier afin de pouvoir prendre en charge certaines suggestions

-travailler à l'harmonisation des différents codes : minier, pastoral, environnement

-dans le cadre du projet, documenter les tentatives expérimentées en milieu rural, notamment certains outils de planification foncière

-est-ce que la Casamance et la région de Kédougou feront partie des zones d'intervention du projet ? Pour cette question, Zakaria laisse entendre que le projet concerne les différentes zones agro-écologiques du pays, il s'appuiera notamment sur les cellules de veille du CNCR,

-dans le cadre de cette campagne, il faut travailler davantage avec les journalistes et éviter de ne les impliquer que pour couvrir les événements, il faut une réelle collaboration dans la mesure où ils ont un rôle important à jouer dans cette réforme foncière

-Documenter les différentes initiatives qui existent et identifier les stratégies de collaboration, de partenariat et surtout d'apprentissage mutuel pour mieux rendre les interventions efficaces

-développer la citoyenneté active, responsabiliser davantage les populations et les amener à prendre part activement au processus de réforme foncière

-Prendre en compte les questions de l'orpaillage et de l'exploitation industrielle des mines

-faire partager les informations jusqu'au niveau le plus bas, où certaines populations sont victimes d'injustices avec l'arrivée des investisseurs privés dans l'agriculture (Bambilor par exemple)

Dans ses multiples réponses, Zakaria a surtout misé sur le fait que ce sont les communautés locales qui vont porter la campagne. Toutefois, il fait remarquer que le projet ne pourra pas régler l'ensemble des problèmes du milieu rural, mais il faudra juste travailler de manière intelligente et appuyer les acteurs qui y travaillent depuis fort longtemps.

Clôture de l'atelier

La clôture de l'atelier a été l'occasion pour la modératrice Madame Mariam Coulibaly, de donner la parole aux membres du consortium, par la voix de Thierno CISSE du CNCR pour remercier l'ensemble des participants qui ont fait le déplacement et saluer la qualité des débats enregistrés au courant de la journée. Thierno CISSE a évoqué l'importance de la question abordée et estime qu'il faut passer vite à l'essentiel pour aller au même rythme que l'Etat qui, depuis un moment, ne parle que « d'accélérer la cadence ». Il termine par dire que le consortium est ouvert à tout le monde, plus il sera élargi, mieux nous pourrions atteindre nos objectifs. Cette perception de Thierno est soutenue par Eva Kouka de Oxfam qui soutient que l'idée n'est pas de se limiter aux organisations présentes à l'atelier mais d'avoir un plus grand nombre, ce qui d'ailleurs fait partie des indicateurs de réussite de la campagne.